

## Syrie : la destruction systématique du patrimoine

Devant les destructions massives engendrées par l'occupation des lieux, les bombardements et les fouilles clandestines, des mesures de la communauté internationale sont nécessaires.

Ali Cheikhmous

Plus de trois ans et demi sont passés et le patrimoine syrien souffre toujours. Des centaines de photos et de vidéos sont diffusées sur le net, des dizaines d'articles et de rapports traitant ce sujet montrent le terrible degré de destruction, plusieurs colloques aux niveaux national et international ont été organisés, quelques mesures ont été prises, et pourtant la destruction systématique du patrimoine syrien continue à cause de cette guerre ravageuse. Une simple comparaison montre que nous avons dépassé le stade catastrophique que le patrimoine irakien a connu pendant l'embargo (1991-2003), puis lors de l'invasion américaine de 2003. En effet, si en Irak, comme en Syrie, des musées ont été victimes de pillage et des sites archéologiques fouillés clandestinement, dans le pays qui nous occupe d'autres menaces se sont ajoutées. Depuis 2011, ces richesses culturelles sont toujours en danger et la situation des musées, des sites archéologiques et des monuments historiques comme les lieux de culte, les châteaux et les citadelles est de plus en plus préoccupante. Certains ont subi des dégâts légers, d'autres, notamment ceux qui occupent des positions stratégiques, des dommages plus importants. Un grand nombre d'entre eux ont été détruits de façon irréversible, car ils sont souvent proches des zones de combats, voire y sont impliqués et deviennent des champs de bataille et des cibles. Les menaces peuvent être regroupées en plusieurs catégories.

Tout d'abord, depuis 2011, tous les travaux de restauration de châteaux, de monuments et de sites archéologiques ont été arrêtés et si ces opérations de sauvegarde ne sont pas bientôt relancées, les vestiges de plusieurs monuments, notamment ceux qui ont été bâtis en briques comme les bâtiments à Ebla et le palais royal de Mari sur l'Euphrate, seront condamnés à s'effondrer, car la structure des murs, très fragile, appelle à des travaux de renforcement réguliers. Ensuite, nous avons observé dès le début du conflit, l'occupation de lieux stratégiques dominant les villes et les quartiers rebelles. L'installation de l'armée syrienne dans des monuments historiques, des musées, des lieux de cultes et des collines archéologiques dominant les centres urbains n'a pas engendré d'inter-

vention de la part de la communauté internationale ni la condamnation de l'armée régulière, afin de faire respecter la Convention de La Haye de 1954. Seule l'Unesco a lancé récemment un appel concernant l'occupation de Palmyre, d'Alep et du Krak des Chevaliers.

Avec l'aggravation du conflit armé, d'autres menaces sont apparues : les bombardements intentionnés de quartiers historiques, la destruction de monuments par bulldozer et dynamitage, l'absence de mesures de sécurité pour protéger certains musées, la multiplication de pillages de sites archéologiques, en particulier des *tells*, et enfin des actes de vandalisme et le réemploi de pierres antiques.

Face à ces menaces, des autorités, des organisations, des pays limitrophes de la Syrie collaborent et ont pris des mesures concrètes, notamment contre le trafic d'objets archéologiques. D'autres précautions ont été prises pour renforcer la sécurité de certains musées. Cependant devant ces destructions massives engendrées par l'occupation des lieux, les bombardements et les fouilles clandestines, les mesures prises jusqu'à présent – dérisoires – doivent absolument être suivies d'autres actions efficaces.

Sans entrer dans le détail des destructions considérables que le patrimoine a subies dans chaque gouvernorat (particulièrement dans ceux d'Homs et d'Alep), il semble intéressant de mettre en lumière le cas de six sites archéologiques inscrits sur la liste du patrimoine en péril par l'Unesco, afin d'attirer l'attention sur les risques auxquels ils sont exposés et de proposer des mesures concrètes pour les protéger selon, d'une part, les dispositions de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et, d'autre part, celles de la Convention de Paris de 1972, concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.

### Bosra

L'ancienne ville de Bosra, inscrite sur la liste du patrimoine mondial en 1980, représente un exemple exceptionnel de continuité d'occupation avec sa porte nabatéenne, son théâtre et ses temples romains,

Ali Cheikhmous, membre attaché à UMR-7044 à l'université de Strasbourg, président de l'Association pour la Protection de l'Archéologie Syrienne - APSA2011. ([www.apsa2011.com](http://www.apsa2011.com))



**Massif Calcaire : 350 familles de réfugiés installées parmi les ruines de site romano-byzantin Shensharah.**/MAH

ses églises byzantines, ainsi que ses mosquées qui se trouvent au cœur de la vieille ville et datent des premiers temps de l'islam. Bosra est devenue un champ de bataille entre les rebelles et l'armée de Bachar al Assad, qui bombarde la ville avec des barils de TNT de 500 kg, largués à partir d'hélicoptères. Jusqu'à présent, huit bâtiments sont partiellement endommagés à cause des combats et une partie des colonnes du temple romain, appelé Kalybè, a été complètement détruite à cause d'un obus tiré par un char.

Le palais byzantin, appelé le Palais de Trajan, conservé sur deux étages, a été partiellement détruit par ces mêmes tirs. Quant à la cathédrale de Saint Serge, qui date du III<sup>e</sup> siècle, un obus a endommagé le toit de l'une de ses pièces. À cela s'ajoutent plusieurs monuments datés de l'époque islamique, comme la Mosquée d'Omer (VIII<sup>e</sup> siècle), la Mosquée Mebrak al Naqah (où la tradition situe le dépôt du premier Coran), la Mosquée Fatima, Medrest Abu al Fida, et le Hammam Menjik (XIII<sup>e</sup> siècle). Plusieurs maisons ont été dynamitées par les rebelles pour attaquer les snipers et des check-points ont été installés dans plusieurs monuments comme les tours ayyoubides (XII<sup>e</sup> siècle). Par ailleurs, des constructions récentes ont été bâties à proximité de certains monuments antiques et des fouilles clandestines ont été constatées dans la zone du cimetière.

## Damas

**P**lusieurs monuments dans la ville de Damas, inscrite sur la liste du patrimoine mondial en 1979, ont subi des destructions massives suite aux bombardements par avions du régime. En 2012, plusieurs maisons du quartier ottoman d'Al Midan à Berzeh ont été gravement endommagées. Parmi les monuments les plus célèbres partiellement détruits par l'artillerie lourde figurent le musée de la calligraphie arabe, celui des arts et des traditions populaires à Qaser al Adem, la ci-

tadelle de Damas et la façade occidentale de la cour intérieure de la grande mosquée des Omeyyades, en particulier la mosaïque située au-dessus de la grande porte. En outre, des check-points ont été installés au cœur de la vieille ville comme à l'entrée de Bab Sharqi, ce qui la met en péril en cas d'affrontement armé. Quant à la Ghouta (campagne de Damas), plusieurs maisons, monuments et lieux de culte comme le temple romain à Al Dumeir ou la synagogue à Jobar ont subi des dégâts à degrés variés.

## Krak des Chevaliers

**L**e troisième site inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril est le Krak des Chevaliers qui est un parfait témoin de l'architecture militaire arabe et croisée en Orient (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles). D'après la documentation visuelle et les informations arrivées jusqu'à nous, ce monument a été bombardé plusieurs fois par des avions MIGs et des chars. Certaines parties comme des tours et des façades sont gravement endommagées, d'autres ont subi des destructions conséquentes.

## Palmyre

**L**a ville de Palmyre a été transformée en une véritable base militaire de l'armée du régime, qui a saccagé le site sans aucun respect à l'égard des conventions internationales de La Haye et de Paris.

Le cas de Palmyre est très préoccupant, car des photos satellites montrent que l'armée a tracé une route de deux kilomètres au bulldozer à partir d'un poste de sécurité, créant une tranchée à travers la zone archéologique. Plusieurs tranchées ont été creusées et des armements lourds (chars, lances-roquettes multiples, etc.) sont installés à proximité des monuments antiques et sur plusieurs col-

lines dans la zone archéologique, par exemple près du château et des tombeaux-tours datés des I<sup>e</sup>/II<sup>e</sup> siècle n. è.

L'occupation des lieux n'est pas faite dans l'objectif de protéger le site, bien au contraire, car à partir de ces positions l'armée syrienne tire des roquettes vers la ville moderne, les oasis et la zone archéologique, dont plusieurs monuments ont été endommagés, comme le célèbre temple du Beel, de 32 n. è. Les informations provenant de Palmyre font état d'une dégradation des murs du temple et de l'effondrement de deux colonnes du portique, du côté sud. Des photos et vidéos montrent que des pilliers ont volé la maison d'hôtes et que plusieurs secteurs comme le camp de Dioclétien, la zone des cimetières ouest et est ont été victimes de destructions et de fouilles clandestines. Enfin, des trafics d'objets archéologiques, provenant éventuellement de Palmyre, ont été confisqués par les douanes libanaises et italiennes.

## Alep

**L**a métropole d'Alep subit jusqu'à maintenant des destructions massives à cause de violents combats depuis plus de deux ans, dans la vieille ville. La grande Mosquée, où se trouve le tombeau du prophète Zacharie, qui a déjà subi d'importants dommages, est à nouveau prise pour cible et le minaret qui date du XIII<sup>e</sup> siècle a été complètement détruit. L'entrée de la citadelle et la tour mamelouke du côté nord ont été endommagées. L'état de cette citadelle est très préoccupant, car elle est actuellement occupée par des snipers de l'armée du régime, ce qui la soumet au risque d'éventuelles attaques par des rebelles, qui ont dynamité plusieurs monuments antiques situés autour, comme Qasr al Seray et le palais de justice.

Le vieux souk a également été gravement incendié, en septembre 2012 : sept souks (soit mille échoppes) ont été détruits par les flammes et des centaines de magasins ont par la suite, été victimes de bombardements et de combats entre les deux parties.

## Les Villages Antiques et Villes Mortes

**L**e dernier ensemble de sites inscrit sur la liste du patrimoine mondial menacé par les combats est celui des Villages Antiques de Syrie du Nord. Il compte huit concentrations principales et regroupe environ 700 sites archéologiques romains et byzantins dispersés dans une vaste région comprise entre la frontière turque (la zone rurale d'Alep) jusqu'à Apamée, en traversant la campagne d'Idlib au Sud. Ces agglomérations, qui datent du I<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle ap. n. è., souvent en parfait état de conservation avant le conflit, représentent un modeste exemple qui résume la tragédie syrienne depuis plus de trois ans et demi, car elles ne sont pas épargnées par les conséquences de la guerre qui se déroule dans la plupart des villes du pays.

Suite aux bombardements effectués par les chars et les avions du régime syrien contre les villes et villages de la

région d'Alep et d'Idlib, une grande partie des habitants ont quitté leur maison, dont certaines ont été complètement ou partiellement détruites, pour se réfugier dans les monuments des villages antiques du Massif calcaire. C'est le cas pour les habitants de Keferouma, dans la région d'Idlib qui se sont ainsi déplacés jusqu'à la ville romano-byzantine de Shensherah, dont les bâtiments antiques sont devenus des abris. Ce déplacement massif a redonné vie à ces sites anciens, mais d'autres conséquences se sont ajoutées sur la liste, telle que la réutilisation des pierres antiques pour construire de nouveaux habitats. La réoccupation massive des sites antiques a eu pour conséquence l'utilisation de certaines zones archéologiques comme décharge publique, face à l'absence totale de ramassage des déchets organisé par les autorités. Ces ruines n'ont pas non plus échappé aux bombardements ni aux fouilles clandestines réalisées par des pilliers.

Plusieurs sites archéologiques comme Mari, Ebla, Palmyre, Bosra, Doura Europos ou Apamée sont donc pris en otage par les différentes forces armées qui ne prennent aucune responsabilité, et n'éloignent même pas les armes lourdes des zones archéologiques. Les informations provenant de membres de l'équipe d'APSA montrent que des pilliers fouillent clandestinement différents secteurs dans ces sites pendant la journée, sous les yeux des soldats de l'armée officielle ou les rebelles, sans que ceux-ci n'interviennent pour les en empêcher. De plus, les bulldozers sont fréquemment utilisés pour construire des levées de terre destinées à protéger des véhicules et des armements lourds, mais aussi pour tracer des routes ou pour creuser des tranchées qui servent de terrain d'entraînement pour les soldats, comme c'est le cas à Apamée, Palmyre et Ebla.

À l'heure actuelle, aucune solution politique pour la cause syrienne n'est envisageable, le régime ayant décidé de vaincre les rebelles jusqu'au dernier combattant. L'occupation des monuments historiques, notamment des fortifications comme celles d'Alep, de Homs, de Palmyre, de Hamas, le Krack des Chevaliers, Qalat al Mudiq et autres, continue, car elles sont devenues des casernes militaires et ont repris le même rôle stratégique que pendant les guerres du Moyen-Âge. Il faut également rappeler que les trésors dans certains musées syriens sont aussi victimes de destructions par combats et pillages. Certains d'entre eux sont devenus des casernes militaires pour l'armée du régime, notamment les musées de Palmyre, Homs, Der Ezzor, et Idlib. Les bombardements par les deux forces continuent, sans aucun respect pour les conventions internationales sur la protection du patrimoine naturel et culturel.

La destruction est effarante, cet intense pilonnage a gravement affecté le patrimoine culturel et naturel syrien, mais la communauté internationale n'a jamais été prête à agir face à des crimes encore plus graves, tels que l'utilisation des armes chimiques. Une intervention de la communauté internationale pour la protection du patrimoine semble particulièrement difficile dans ce contexte. ■